

UNITED NATIONS INTELLECTUAL HISTORY PROJECT
The Graduate School and University Center, City University of New York
365 Fifth Avenue
New York, NY 10016

TRANSCRIPT OF INTERVIEW OF
DR. CELSO FURTADO

BY

LOUIS EMMERIJ

Paris, 7 JANUARY 2000

Includes attachment:
"La Dynamique du Système Centre-Périphérie" in Celso Furtado, *La Fantaisie Organisée*, Paris: Editions Publisud, 1987, pp. 79-88

Tape 1

Nous sommes dans l'appartement du Professeur Celso Furtado, c'est le 7 janvier 2000, il est 3:45 de l'après-midi et on est au 11 rue Guy de la Brosse...

Tape 2

LOUIS EMMERIJ: La mondialisation, la régionalisation, NAFTA vis-à-vis MERCOSUR (Mercado del Sur) : ce débat n'a pas suffisamment lieu, le fait qu'il faut d'abord se renforcer régionalement avant de s'exposer aux tempêtes de la mondialisation.

CELSO FURTADO: Mais ça dépend beaucoup des pays, n'est ce pas ? Un pays comme la Chine et un pays comme l'Inde ou un pays comme le Brésil, n'a pas d'espace pour se régionaliser ; il doit avoir un projet propre. Ce n'est pas comme le Chili ou même l'Argentine, qui sont des pays qui ont besoin de bien s'intégrer fonctionnellement dans le système international. Alors ils ont une politique qui découle de cette dépendance, de cette complémentarité. Ces pays ont des coefficients d'importation et d'exportation déjà de 20%, de 15% au moins n'est ce pas... Un pays comme les Etats-Unis a eu historiquement un coefficient d'exportation très faible.

LE: Exact, c'est toujours autour de 10% maintenant, oui...

CF: Un pays comme le Brésil n'a jamais eu un coefficient d'exportation de plus de 10%. Il a toujours été un pays où le commerce extérieur était complémentaire, alors l'erreur et le péché énorme c'est de confondre le Brésil avec d'autres pays de l'Amérique Latine. Le Fonds Monétaire International a monté un système rationnel pour la Bolivie et prétend l'appliquer au Brésil. Qu'est ce qui se passe ? Il faut d'abord considérer le rôle du progrès technique. Un pays qui est dans l'avant-garde technologique est dans une position de privilège. Dans l'échange, l'essentiel, c'est

d'avoir la technologie. Si vous changez du café, du cacao ou même des produits manufacturés conventionnels – ce sont là des produits que beaucoup de pays peuvent exporter-, mais si vous produisez quelque chose qui n'est pas accessible aux autres vous bénéficiez d'une rente. C'est cette rente qui engendre un déséquilibre, lequel se reproduit toujours....

LE: Ce qu'on appelle maintenant l'exclusion, on l'appelait à l'époque « périphérie ».

CF: Aujourd'hui c'est le nom nouveau. La périphérie c'était les exclus. Mais la bonne vérité c'est que les exclus c'est une chose plus cruelle que la périphérie.

LE: Comment expliquez-vous cette indifférence maintenant, cette absence de débat fécond...?

CF: D'abord les Nations Unies avaient un rôle fondamental, et aujourd'hui l'ONU est plus au moins absente. La grande révolution a été la participation des Nations Unies dans la politique mondiale. Ici au Brésil, nous avons un débat très difficile avec ce qu'on appelait la droite ici.¹ J'ai peint dans un chapitre de mon livre *La Fantaisie Organisée* un tableau, un portrait du paradigme de l'homme libéral au Brésil : ouvert, mais qui ne comprenait rigoureusement rien en matière de sous-développement. Par exemple à cette époque-là, au début des années 50, au moment des grands débats au Brésil autour de ce problème –au Brésil il y avait surtout du sous-emploi- on a eu des économistes de prestige international, comme Viner...

LE: Mais c'est incroyable...

CF: C'est incroyable, mais c'étaient des idées qui étaient dans les livres de texte. Déjà Keynes expliquait que l'équilibre se réalise avec des niveaux différents d'emploi...

¹ Note de l'interview CF: référence B la *Fantaisie Organisée*, Celso Furtado.

LE: Les dix premières années de la CEPAL étaient exceptionnelles et fertiles en idées. Est ce que la CEPAL a eu une influence dans la région ? Bien sûr. Mais, sur les Nations Unies dans son ensemble, est-ce qu'il y a eu un certain transfert d'idées, ou est-ce que c'est resté... ?

CF: Tous les jeunes qui sont venus dans la CEPAL et qui forment mon équipe initiale, à la fin des années 40 ont tous été préparés aux Etats-Unis. Le seul qui n'ait pas fait ses études aux Etats-Unis, c'était moi. Je venais de Sciences Po, à Paris, où le débat était bien plus ample. Keynes nous a très bien expliqué que tout le monde est toujours plus au moins esclave des idées de quelqu'un. Voir la réalité du sous-développement –ce n'était pas sûr que cela existait- c'était, d'une certaine façon, accepter la théorie de la domination internationale. Or, on disait que la théorie de la domination internationale c'était du marxisme, l'impérialisme, c'était Hobson et ses idées maudites. Elles n'étaient pas acceptées, n'étaient pas considérées sérieuses, ce n'était pas de l'économie. Parler de domination serait ainsi une fantaisie. Je me souviens de cette querelle aux Nations Unies où j'ai passé presque dix ans. La CEPAL avait une certaine pénétration dans le gouvernement brésilien. J'étais alors quelqu'un qui était dans une situation privilégiée d'observateur. Dès le début, j'ai vu que la CEPAL était un phénomène complètement hors concours, parce que Raúl Prebisch avait réussi à faire connaître ses idées sans les soumettre au siège de l'ONU à New York. C'était une victoire énorme. A l'époque, au siège de New York, il y avait comme une censure – ce qui convient ou ne convient pas, si c'est un combat politique ou non. Alors imaginez-vous ce groupuscule en Amérique Latine de gens qui pensent et qui ne sont pas commandés du dehors, avec une liberté totale de penser. Prebisch était très soigneux dans les termes qu'il utilisait. Il nous parlait franc. Mais il avait réussi cette prouesse de dire ce que nous voulions. Pour moi le sous-développement,

c'était de la domination. Mais il nous parlait de centre et de périphérie, une description neutre...

LE: Oui, oui. Dites moi alors par la suite la CEPAL, il y a eu Enrique Iglesias pendant 13 ans et puis Rosenthal et maintenant ce monsieur de Colombie, (José Antonio Ocampo) est-ce que cela a fait une différence?

CF: Ce sont des périodes complètement différentes. Evidemment Prebisch était un type qui avait des idées dans une époque qui avait besoin d'idées parce que les idées libérales ordinaires étaient complètement inadéquates. Le Fonds Monétaire à cette époque acceptait l'idée du contrôle des changes, parce que c'était évident que, pour administrer un pauvre pays du Tiers Monde, on avait besoin d'administrer les changes. On peut être dans une économie de marché sans le laisser dominer par les règles de celui-ci. Prebisch, avec ces idées, a créé une école de pensée qui est devenue la seule vraiment influente dans le Tiers Monde. Et tous ces gens qui étaient marxistes sont passés du côté de Prebisch. Il y a eu une cooptation.

LE: L'époque est tout à fait différente mais quand même cette mondialisation et cette nouvelle économie -la plupart des gens dans ce monde n'a que le côté négatif de cette mondialisation- il n'y a qu'une minorité qui en profite.

CF: On est dans une phase de réaménagement de l'économie mondiale, de formation de l'Europe comme un espace intégré. En Europe, il y a eu des taux de croissance raisonnables, le chômage est en parti absorbé, les choses marchent bien. On a oublié l'Afrique complètement. Elle paraît ne plus compter. Et l'Amérique Latine est sous pression extérieure. A l'époque de la conférence de Montévideo et de la conférence de La Havane, donc dans les années 1949-50, lorsqu'il y avait une grande bagarre autour de la CEPAL, comme je l'ai déjà écrit, la difficulté c'était qu'il n'y avait pas de pays en Amérique Latine ayant un poids capable d'exercer un leadership.

L'Argentine ne comptait pas avec Perón. Le Mexique qui avait un certain leadership passait du côté des Etats-Unis. Le Chili était bien isolé. Nous étions seuls à la CEPAL, sans l'appui d'aucun gouvernement de l'Amérique Latine.

LE: C'est ça oui, oui c'est vrai...

CF: J'étais présent à la Conférence du Mexique en 1951, où se jouait l'avenir de la CEPAL. La délégation du Brésil n'avait pas reçu d'instructions du Ministère à Rio. Au début de la conférence, il n'y avait pas de consensus. Le chef de la délégation du Brésil était l'Ambassadeur du Brésil au Mexique qui n'était au courant de rien. Il m'a dit : « Je n'ai pas reçu d'instructions. J'attends les directives de l'Itamaraty ». On attendait. Heureusement, un ami à moi, Cleantho de Paiva Leite, haut fonctionnaire de la Présidence de la République qui avait travaillé aux Nations Unis et qui, à ce moment-là, était dans le cabinet du président Getulio Vargas, nous a servi d'intermédiaire auprès de Vargas pour l'informer de la situation d'impasse qui se dessinait au Mexique. L'homme clé pour ces négociations a été, au Mexique, Miguel Osorio de Almeida, qui était le second de la délégation du Brésil. Il croyait à la CEPAL, il se battait pour la CEPAL courageusement. Il me disait : « Je n'ai pas le soutien du gouvernement du Brésil qui, jusqu'à présent, n'a pas pris position. » Alors, au dernier moment, nous avons reçu un télégramme du Président de la République, nous informant que le Brésil soutiendrait sans réserve la CEPAL. C'était la survivance même de l'organisation qui était en jeu.

LE: « Nous soutenons complètement, que la CEPAL survive, etc... »

CF: Une fois que le Brésil prenait cette décision émanant directement du Président de la République -- apparemment le Ministère des Relations Extérieures du Brésil n'était pas intéressé au problème de l'existence ou non de la CEPAL - d'autres pays, en commençant par le Chili, ont voté dans le même sens.

LE: Tout ça c'est joué en quelle année?

CF: En 51, à la conférence du Mexique.²

LE: Nous devons prendre une décision maintenant. Je veux vous interroger dans une deuxième partie sur une période plus récente. Vous avez été impliqué dans l'Université des Nations Unies, vous avez été impliqué dans la Commission de Planification du Développement des Nations Unies, vous avez été membre de la Commission Sud, membre de la Commission Culture et Développement, membre de la Commission Bio-Ethique. Alors si vous êtes fatigué je pourrai revenir Lundi. On le fait maintenant ? On le fait maintenant, très bien.

Alors maintenant nous passons, si vous le voulez bien, à une deuxième partie qui est plus récente. Encore une fois c'est une étude que nous allons faire sur les Nations Unies donc nous passons sur une grande partie de votre vie dans la CEPAL que vous avez quitté en 57. Pourquoi avez-vous quitté la CEPAL en 57 ? En 58, vous êtes devenu directeur de la Banque.

CF: Je suis sorti de la CEPAL et j'ai passé un an à l'Université de Cambridge, en Angleterre. C'est là que j'ai écrit un livre sur le Brésil.

LE: Oui. Vous avez été « Fellow » à King's College en 57-58.

CF: À Cambridge, j'avais un objectif clair. Depuis une dizaine d'années, je consacrais une bonne partie de mon temps à étudier le Brésil. J'avais beaucoup réfléchi sur le pays et je voulais en écrire un livre. Ce fut, et peut-être vous le connaissez, le livre qui s'appelle *La Formation Economique du Brésil*.

LE: Bien sûr, je connais bien.

CF: C'est mon livre le plus connu. Au Brésil on a déjà vendu une trentaine d'éditions et il est traduit dans une dizaine de langues. C'est un livre qui représente

² Note de l'interviewe CF: pour une présentation plus systématique, voir *La Fantaisie Organisée* chapitre 10, Furtado décrit les dix premières années de la CEPAL.

bien la pensée de la CEPAL, expliquant le Brésil à partir d'un modèle qui est structurel et historique en même temps. Il présente une analyse structurelle de l'histoire brésilienne et ses cycles économiques : l'économie de la canne à sucre, l'économie de l'or, le cycle du café, etc..., et le processus de l'industrialisation au XXIème siècle.

LE: Vous êtes devenu quelqu'un....

CF: Quelqu'un de connu... A la fin de l'année, un magazine brésilien a fait un sondage auprès d'experts et des lecteurs pour établir quels étaient les économistes et les scientifiques sociaux les plus prestigieux en ce siècle. Et moi...

LE: Numéro un?

CF: Numéro un, oui, l'Économiste du Siècle...

LE: Et qui est numéro deux?

CF: Le numéro deux n'est pas un économiste, c'est un juriste du début du siècle, Ruy Barbosa, c'était un grand savant...

LE: Donc vous êtes sorti numéro un. Oui, à juste titre, parce que vous avez beaucoup écrit. Ce livre a eu beaucoup de succès. Mon ami à Madère qui lit le portugais dit que c'est très littéraire, c'est très bien écrit aussi...

CF: Mes mémoires ont la particularité de commencer avec la guerre... où j'étais officier d'une division d'infanterie brésilienne intégrée dans la 5ème Armée américaine. Cette expérience m'a valu d'avoir écrit un livre de fiction, avec des nouvelles.

LE: Donc vous êtes devenu directeur de la Banque de Développement.

CF: Après avoir passé un an à Cambridge, où j'étais tranquille, je voulais rentrer au Brésil. En y arrivant, en 1959, j'ai choisi la fonction que je voulais: m'occuper du Nordeste du Brésil. Alors vient la grande bataille, n'es-ce pas ? C'était ma région.

LE: C'est ça. En 59 vous êtes devenu Directeur Général de la SUDENE.

CF: D'abord de la Banque de Développement. De là, je passe à la direction de la SUNDENE (Surintendance pour le Développement du Nordeste). J'y suis resté cinq ans, jusqu'au coup d'Etat qui a installé le régime militaire. C'est la phase la plus complexe et la plus difficile ainsi que la guerre la plus dure que j'ai menée, parce que tous les moyens étaient utilisés. Pour les intérêts liés aux grands propriétaires terriens, j'étais un monstre.

Par contre ils ne pouvaient pas discuter mes idées, ils n'en avaient pas beaucoup d'ailleurs, ils ne pouvaient pas dire que j'étais corrompu : c'était mon arme fondamentale. La SUDENE avait un budget de centaines de millions de dollars. Je m'occupais de neuf états du Brésil. Il y avait un staff de techniciens remarquables qui ont été formés pendant cette époque et qui ont changé le Nordeste. C'était une chose au-dessus de toute critique, alors nous avons vu passer trois Présidents de la République : Juscelino Kubitschek, Janio Quadros, celui qui a renoncé, et João Goulart. Après le départ de Kubitschek, je suis rentré à Rio et j'ai accepté une invitation pour participer à une conférence en Inde. Tout de suite après son entrée en fonction, Janio Quadros, avec qui je n'avais jamais eu de contact personnel, m'a invité à une audience et m'a demandé de continuer à la tête de la SUDENE en me donnant pleins pouvoirs.

LE: Quadros?

CF: Quadros. Alors vient le troisième président, c'était Goulart.

LE: Pourquoi Quadros a si subitement démissionné ?

CF: C'est complexe. Mais l'essentiel pour moi, c'est que Quadros n'était pas préparé pour gouverner le Brésil. Il ne connaissait pas le pays. Il ne savait pas ce qui était important. Alors il suivait les économistes de droite, il a accepté de suivre

complètement le Fonds Monétaire. Il a approuvé une réforme monétaire brutale qui signifiait de réduire les recettes du gouvernement fédéral considérablement, dont la plus importante à l'époque était la différence des taux de change. Le gouvernement fédéral vendait des devises très chères pour importer des produits non-essentiels. Il y avait sept catégories de change. C'était une source de revenu plus importante que l'impôt sur le revenu. Il a éliminé tout ça du jour au lendemain pour être avec le Fonds Monétaire. Il avait besoin d'une réforme fiscale énorme pour compenser cela, mais il n'avait pas de majorité au Congrès national. Alors, il restait peu de moyens pour gouverner. C'était le fond du problème. Il était un homme très intelligent, mais certainement pour gouverner dans ces conditions, il fallait plus de pouvoir.

Quant à Goulart, je n'avais pas beaucoup d'affinités avec lui, mais il m'a nommé Ministre du Plan, et il n'est jamais intervenu dans les affaires de la SUDENE. Toutefois, certains gouverneurs d'états du Nordeste ont voulu me liquider. Ils ont conçu une sorte de complot pour m'éliminer.

LE: Mais, t'éliminer, pas physiquement?

CF: Non, non [rires]. Du gouvernement. Le Premier ministre envoie un gouverneur pour me faire savoir que je devais partir de la direction de la SUDENE. Je vais alors immédiatement parler avec le Président de la République. Le Brésil à l'époque avait un régime hybride et le Président n'avait pas beaucoup de pouvoir ; mais il avait celui de nommer et démettre les hauts fonctionnaires. Et Goulart m'a dit que je ne serais pas remplacé aussi longtemps qu'il serait président. Je retourne au Nordeste, de nouveau avec les pleins pouvoirs.

LE: Arrivé en 64, c'est la débâcle et vous allez faire un grand tour. Vous avez commencé à Yale ! Et puis, c'est Paris avec un tour à la American University, Cambridge et à São Paulo en 75.

CF: J'ai récupéré mes droits civiques en 74. Mais c'était très compliqué à cette époque.

LE: Comment est-ce que vous avez pu survivre matériellement ?

CF: On m'a nommé professeur associé à l'Université de Paris. Je suis le premier étranger à jouir de ce privilège. J'y avais étudié et présenté ma thèse en 1948. Donc, je suis revenu à Paris-I, et cette fois-ci j'y suis resté pendant vingt ans comme professeur !

LE: Entre temps, l'Institut d'Etudes du Développement Economique et Social, L'IEDES a été créé aussi.

CF: L'IEDES a été créé avant.

LE: Oui, dans les années 50.

CF: J'y ai organisé beaucoup de séminaires. Mais en France, si vous n'êtes pas professeur, « full professor » [rires]...

LE: Donc, matériellement, ça a toujours été...

CF: Normal.

LE: Bien. Est-ce que nous pouvons maintenant sauter vers les Nations Unies. Donc, vous avez été membre du Conseil Académique de l'Université des Nations Unies à Tokyo, entre 78 et 82, à ses débuts. Vous avez donc connu le premier recteur américain, et Soedjatmoko, le deuxième recteur. C'était un grand espoir, n'est-ce pas?

CF: Nous nous sommes aperçu que les difficultés, au commencement, étaient créées par les Japonais ; ils avaient financé la création de l'institution et voulaient la soumettre à un certain contrôle. Pendant les années où j'ai été au Japon, j'ai appris beaucoup de choses. C'est une société civile très différente de la notre. Les femmes ont une position secondaire.

LE: Mais ils avaient quand même mis 100 millions de dollars...

CF: Pour avoir du prestige sur le plan international... Ils n'avaient pas encore beaucoup de présence aux Nations Unies. La communication avec les institutions universitaires japonaises n'était pas facile. J'étais quelqu'un de connu au Japon, j'avais déjà à cette époque trois livres de publiés là-bas. Etant un professeur internationalement connu, ils m'ont invité aussi dans d'autres universités japonaises pour faire des conférences. Mais les gens qui n'étaient pas connus, ils ne prenaient pas contact avec eux.

LE: Donc, vous pensez que, à cause de cette méfiance des Japonais, l'université est pratiquement mort-née ? Non ? Parce qu'il n'y a jamais eu quelque chose qui est vraiment sorti de cette institution.

CF: A partir d'un certain moment, les Japonais ont réussi à exercer un certain contrôle, disons à partir de la quatrième ou cinquième année. Ils n'avaient pas de connaissances directes de la réalité internationale sur le plan économique, alors que l'Université devait être internationale. Ils regardaient trop du côté japonais. Ils voulaient que je reste, mais je suis parti parce que, à ce moment-là exactement, le régime militaire au Brésil commençait à donner des signes de faiblesse. L'ouverture politique, comme on disait, commençait. Je voulais me réintégrer à la vie du pays. De toute façon, ces années passées à l'ONU m'ont aidé à comprendre les particularités de l'économie japonaise.

Q : Ils sont en train de sortir d'une crise.

CF: De la crise formelle, mais le problème de l'intégration définitive du Japon à l'économie mondiale est ouvert. Ils ont besoin d'un modèle nouveau. Le Japon est un pays d'épargne. Ils sont arrivés à acheter une bonne partie des Etats-Unis.

LE: Ils ne font qu'économiser leur argent...

CF: Ils ont des taux d'intérêt de 1%.

LE: Pour revenir à cette université. Quels étaient les espoirs au départ ?
Qu'est-ce que cette université, parce qu'enfin c'était quand même beau ce projet d'être un « think tank » pour les Nations Unies.

CF: C'était une région neuve pour les Nations Unies, région importante, mais c'était une tâche très complexe.

LE: Et maintenant, un Hollandais. On a eu l'Américain, Soedjatmoko, votre compatriote, De Souza, pendant 10 ans.

CF: Je le connais un peu. Mais je sais que l'ONU n'a pas beaucoup changé l'orientation dictée par les Japonais.

LE: Enfin, c'est assez lamentable qu'avec tout cet argent, « an endowment fund », de 100 millions de dollars qui ont été éparpillés. On a donné des petits papiers à écrire... Alors donc, passons. Entre 79 et 82, à peu près à la même période, vous étiez membre de cette prestigieuse United Nations Development Planning Committee. Intéressant, parce qu'il y avait là quand même les meilleurs économistes...

CF: Mais c'était un peu d'un genre dépassé. A cette époque on croyait encore à l'importance de la politique et de la planification pour sortir du sous-développement. Aujourd'hui tout est confié au marché.

LE: C'était le tournant.

CF: Cette Commission était bien conçue et elle a pu préparer de bons rapports ; mais on voyait que la contre-révolution économique montait déjà pour transformer le monde en une seule économie.

LE: C'était déjà visible, même parmi les économistes de distinction qui étaient membres de ... parce que vous vous réunissiez deux, trois fois par an, non ? Parce que

vous étiez quand même des gens indépendants... mais déjà, comment dit-on, la pensée unique était visible.

CF: Il y avait ce tournant idéologique : on passait de l'époque Tinbergen, où on croyait que la politique avait la primauté. Il fallait concevoir le monde comme organisé par les hommes. Alors la responsabilité des Etats était énorme dans le cadre des pays en construction. Or, arrive alors la primauté du marché (du marché monétaire) qui conduit à la globalisation de l'économie mondiale, et l'Amérique Latine est condamnée à passer à la globalisation aussi. Avec la globalisation, la souveraineté s'annule.

LE: Et donc vous avez vécu là ce tournant... où les Nations Unies ont basculé d'un rôle actif –avec des gens comme Tinbergen justement, et Prebisch- à un rôle secondaire. Je n'arrive pas à comprendre pourquoi.

Sur l'histoire des idées des Nations Unies; c'est justement pour pouvoir montrer que dans ses débuts, il y avait beaucoup d'idées avec les Nations Unies, il ne devait pas y avoir de raisons. Pourquoi tout d'un coup ça se termine ? Mais donc, oui, moi je me souviens aussi très bien de cette période-là. Alors, la Commission Sud, ça, vous étiez membre du début à la fin, de 87 jusqu'à 91.

CF: Mais la Commission Sud n'avait rien avec les Nations Unies...

LE: Non, mais c'était quand même intéressant parce qu'on est aussi intéressé par ça.

CF: Elle a été victime de, comment on dit, une « punhalada pelas costas »?

LE: Le couteau dans le dos. De qui?

CF: De la réalité mondiale, la fin de la guerre froide.

LE: Je me souviens que M. Singh était le Secrétaire Général, et moi j'étais à l'époque président du centre de développement de l'OCDE ; et M. Singh, que je connaissais bien, venait et était tout enthousiaste, et le travail était intéressant.

CF: Très intéressant. La première réunion de Madagascar était très riche de débats et beaucoup d'espoirs.

LE: Et le rapport était riche et intéressant.

CF: Cela a été un travail énorme parce que le monde avait basculé dans la mondialisation.

LE: Mais M. Singh, le secrétaire générale de cette commission, quand même, quand il est devenu peu après ministre des finances en Inde, il a joué aussi le jeu de la pensée unique. Il n'avait pas le choix probablement. Mais j'ai toujours été frappé par la différence entre les idées des gens quand ils ne sont pas au pouvoir et quand ils sont au pouvoir.

CF: Vous avez un exemple formidable au Brésil : le cas de Fernando Henrique Cardoso. Il n'y a aucune explication rationnelle pour son changement...

LE: Ah si ! La force des choses, n'est-ce pas ? C'est ça le drame...

CF: Si nous n'avons pas de rationalité, nous produisons cette variable : « la force des choses ».

LE: Vous parlez encore avec lui de temps de en temps?

CF: Mais oui! Il m'a téléphoné quelques fois. Mais j'évite de parler avec lui sur le fond. Je sais qu'il est gêné. Nous étions des amis et il venait ici dans cet appartement de temps à autre. Il n'y a presque personne aujourd'hui au Brésil pour critiquer objectivement le retournement de Fernando Henrique lorsqu'il est arrivé au pouvoir.

LE: Vous avez toujours été un homme interdisciplinaire. Alors, évidemment, quand vous êtes devenu membre de la Commission culture et développement, c'était fascinant?

CF: Cette Commission a été vraiment une chose remarquable, mais un de ses problèmes, c'est qu'elle n'avait pas de termes de référence bien précis. Alors elle occupait une surface trop vaste. Parler de culture, c'est parler de problèmes de l'homme. Comment va-t-elle finir cette histoire de l'homme qui a déjà créé des moyens d'autodestruction complète ? J'ai été étonné de la richesse de la discussion. Toutes ces choses ont été écrites dans le rapport.

LE: Mais une bonne chose est quand même sortie de ce rapport, c'est qu'il y a eu ensuite un rapport biannuel sur Culture et Développement. Le premier rapport est sorti l'année dernière. C'est quand même un début de réflexion systématique sur la relation culture et développement.

CF: Oui, oui. Il y a eu des gens remarquables. Dans un sens, je crois que c'est un espace, un vide, qui a laissé les Nations Unies, et que le seul essai de récupération de cet espace a été cette Commission. La première fois que j'ai participé à une mission des Nations Unies, il y a une cinquantaine d'années, j'ai eu l'impression que nous faisons quelque chose d'important, que ça allait avoir des conséquences. Le monde ne serait pas exactement le même après. Mais le monde a changé et un document comme celui-là...

LE: Moi j'ai trouvé le rapport très intéressant et très stimulant...

CF: Mais il est inférieur au débat, ce qui est normal, n'est-ce pas ? Il cherche des compromis ici et là ; dans ce type de Commission il y a toujours une droite et une gauche.

LE: Mais, je reviens à la mondialisation et cette pensée unique. Il y a, à mon avis, une relation entre la culture d'une part et cette pensée unique et mondialisation d'autre part. Cette mondialisation va avoir, et à déjà, comme effet que les gens veulent être différents, que différentes cultures ne peuvent pas avoir la même politique économique...

CF: Oui, mais la machine travaille pour l'uniformisation. Un pays comme le Brésil qui a des racines culturelles tellement riches, aujourd'hui j'ai l'impression que tout est plus ou moins abandonné à l'idée d'uniformisation. La télévision c'est la machine, c'est le rouleau. C'est cela que va devenir notre siècle.

LE: Oui, alors finissons en rétrospective et en prospective, vous avez participé dans tous les débats politiques et économiques de ce siècle pratiquement. Vous avez été témoin et...

CF: Une assez bonne moitié du siècle...

LE: Oui, enfin quand même vous étiez déjà adulte avant...

CF: En 1940 je participais déjà comme étudiant... Je me souviens une fois nous avons eu un débat à l'école, au Gymnase Pernambucano, alors un type m'a dit : « Qu'est-ce que vous pensez ? ». Il insinuait que j'adoptais les idées marxistes de Max Beer [rire].

LE: Il y a d'abord les institutions comme les Nations Unies ou l'OCDE où j'ai travaillé, ou le BIT où j'ai travaillé sur les « basic needs » et l'emploi... Est-ce que ces institutions sont encore à la hauteur de ce rouleau oppresseur qui est en train d'aplatir tout le monde?

CF: J'ai l'impression que la force du rouleau s'amortit. C'est pour cela que je reste optimiste. Ce qu'on voit aujourd'hui c'est l'amorce de la création d'une société civile à l'échelle mondiale pour faire face à une pensée un peu caricaturale. Alors,

c'est un mélange de choses très hétérogènes. Cela n'a pas beaucoup de sens encore, mais il y a des indications qu'il existe une insatisfaction très forte. Ce phénomène presque personne ne le réalise. Regardez les Etats-Unis qui sont à l'avant-garde, ils sont une société déformée où 20% de personnes ont accès à la plénitude des choses, et les autres sont plus ou moins intégrés. Il y a un demi-siècle que je suis ces problèmes, parce que la passion pour la vision globale, internationale est très ancienne chez moi. La guerre froide était un poison qui transformait le monde, qui le déformait ; elle a ruiné beaucoup de pays, en particulier l'Union Soviétique. Celui-ci, qui a dépensé de l'argent pour arriver à la Lune, ne mange pas à sa faim. Je pressens qu'il va y avoir une évolution dans le sens de revenir vers l'idée de l'homme. On dit un peu que c'est dangereux, que ça va renforcer l'individualisme qui est présent partout. On verra.

R : Il y a un renouveau d'inspiration et d'idées que la solidarité est essentielle. Ce qui se passe dans un pays est très important... Il y a une société nouvelle qui se dessine.

LE: Oui, il y a eu le mouvement écologique qui est intéressant, le mouvement féministe qui est encore plus remarquable...

CF: Encore plus remarquable.

LE: Il y a ce mouvement de la société civile, tous ces groupes dits non gouvernementaux qui se réunissent sans se réunir, qui utilisent l'ordinateur et l'email. D'autre part, ce rouleau oppresseur qui n'a rien fait pour améliorer la pauvreté et la distribution des revenus à l'intérieur des pays et entre les pays, cela semble être dans une situation qui n'est pas tenable. Et donc vous voyez quand même un contre courant qui se dessine.

CF: J'étudie l'économie des Etats-Unis depuis une quarantaine d'années. J'étais passionné par l'homogénéisation sociale de l'époque des années trente. Ils ont

investi tellement dans l'uniformisation des niveaux de vie que cette société se transformait dans un paradigme. Or aujourd'hui, c'est l'inverse. C'est le pays au revenu le plus concentré du groupe des riches et cette tendance se maintient avec une force énorme. Les pauvres gens qui ne sont pas documentés, qui travaillent au noir, tous ces étrangers, ces Mexicains, ces Philippins, c'est beaucoup de gens tout ça, ils vivent plus ou moins en dehors de la société. Il y a même aux Etats-Unis des personnes qui imaginent qu'ils vont marcher vers une nouvelle société de caste. C'est une thématique nouvelle, ce qui manque encore ce sont des institutions pour étudier ce thème. Imaginez demain les Nations Unies en poursuivant ces objectifs du départ que la guerre froide ne lui a pas permis de réaliser pleinement. La guerre froide a déformé les Nations Unies. Le monde était déformé par ces distorsions de richesse d'un côté, et d'idéologies de l'autre. Or aujourd'hui il n'y a plus de guerre froide. Cela a engendré une concentration énorme de pouvoir dans les mains des Etats-Unis. Or, ce pays n'a pas de projet pour le monde, sauf la globalisation.

LE: C'est bon pour les Etats-Unis...

CF: C'est bon pour les Etats-Unis.

LE: Mais dans quel rôle les Nations Unies, rénovées, rechargées par toutes ces forces nouvelles, il faut que la société civile entre aux Nations Unies, qu'il y ait plus de femmes qui entrent aux Nations Unies.

CF: Un grand espoir, les femmes. La chose qui m'a le plus frappé au Japon, c'était la condition des femmes. Un pays riche comme le Japon, des femmes intelligentes, cultivées, mais qui n'avaient que des rôles seconds, qui sont encore dans une vie stratifiée. Jusqu'à 25 ans, elles travaillent ; 25-30 ans pour se marier. Et une fois mariées, elles changent de vie.

LE: Comme chez nous à l'époque...

CF: S'il fallait classer les événements du siècle les plus frappants, les plus profonds, en tout premier lieu je dirais que c'est l'évolution de la condition de la femme. Même dans le Nordeste brésilien qui a un retard considérable, on voit la différence par l'accès des femmes aux universités.

LE: Ah, oui, c'est remarquable. Moi, j'ai une anecdote. Je suis allé, il y a 2 ans, à Valencia en Espagne. Et je prenais l'avion et je devais changer à Madrid. J'arrivais le matin tôt à Madrid et je devais passer au terminal national ; tous les avions partaient pour Bilbao, Barcelone, Granada et Valencia. Et j'ai repéré autour de moi, dans cet hall, qu'il y avait 25 % de femmes et 75% d'hommes qui, visiblement, allaient en affaires... Les femmes avaient l'air enthousiaste, travaillaient sur le portable et sur le « laptop » avec le monde à conquérir. Les hommes avaient l'air fatigués, blasés, regardaient autour d'eux. Et je me disais, ah ça c'est quand même un énorme exploit...

CF: Que la vitalité soit déplacée...

LE: Mais comment, ce système, cette famille de Nations Unies peut recevoir une inoculation de force à travers ces nouveaux courants.

CF: Je crois que c'est seulement la société qui a la capacité d'injecter ce courant novateur, parce que c'est un phénomène vraiment nouveau, parce qu'on dépasse le grand obstacle à la pensée universelle qui était le patriotisme. Il faut le dépasser sans l'ignorer. La société civile dépasse les Etats, ce qui les place dans une situation un peu différente. Ils vont avoir des rôles qui leur sont propres. Ils sont essentiels, mais ils ne sont pas ce qu'ils étaient. Cette tendance se répand partout et aujourd'hui les Etats se recyclent, se modifient, même dans le Tiers Monde, indépendamment du rôle de la force transformatrice de la globalisation. Celle-ci crée un monde progressivement monotone, sans imagination : tout est déjà vu, tout est déjà

créé, la créativité est tout à fait commercialisée, c'est une source de profit. C'est dans ce monde que je vois l'importance de l'émergence des femmes. Et plus important encore, de la société civile dans son ensemble. Finalement, disons, ces pays du Tiers Monde ont besoin d'une injection nouvelle. Voyez l'Afrique aujourd'hui, c'est pénible.

LE: Et pourtant, il y a un Africain à la tête des Nations Unies en ce moment...

CF: On m'a dit qu'il était très calé.

LE: Il est intelligent. Il est équilibré, il est sensible. Il est aussi réaliste, vous savez, quand on est dans une position comme cela, c'est très difficile... Eh bien, cher maître, merci beaucoup. On a passé deux heures et quart ensemble. Nous allons taper cette interview à la machine. Je vais la regarder et je vous l'envoie peut-être...

INDEX

- Academic Council of the United Nations University, 10
- Africa, 4, 20
- Almeida, Osorio Miguel de, 5
- American University (Paris, France), 10
- Annan, Kofi, 20
- Argentina, 1, 5
- Barbosa, Ruy, 7
- Beer, Max, 16
- Bolivia, 1
- Brazil, 8-9, 14
 and employment, 2
 and exports, 1
 and International Monetary Fund, 1
 and Mexico conference, 5
 and military coup, 8
 and Nordeste, 8-9
 and regionalism, 1
 military regime of, 11
 Ministry of Foreign Affairs of, 5
 National Congress of, 9
- Cacao, 2
- Cardoso, Fernando Henrique, 14
- Chile, 1, 5
- Cambridge, UK, 7, 9
- China, 1
- civil society, 18
- coffee, 1
- Cold War, 13, 17, 18
- culture, 15
- economy, 3
- England, 6
- environmental activism, 17
- Europe, 4
- exchange rate, 9
- feminist activism, 17
- First Regional Conference of National Commissions of the Western Hemisphere, (Havana, Cuba) (1950), 4
- fiscal reform, 9
- Formation Economique du Brésil, La*, 6
- France, 10
- global economy, 4, 11-12
- globalization, 1, 4, 14-15, 19
 and Brazil, 16
 and the UN, 16
- Government Development Agency for the Northeast (SUDENE), 8-9
- Goulart, João, 8-9
- Hobson, John Atkinson, 3
- imperialism, 3; *see also* underdevelopment
 and development theory, 3
- India, 1, 14
- Institute of Development, Economic and Social Studies (IEDES), 10
- Inter-American Development Bank, 7, 8
- International Labour Organization (ILO), 16
- International Monetary Fund, 1, 4, 9
- Japan, 10-11, 18
- Keynes, John Maynard, 2-3
- King's College, 6
- Kubitschek, Juscelino, 8
- Latin America, 13
 and ECLAC (CEPAL), 5
 and globalization, 13
- Madagascar, 14
- Marxism, 3-4, 16
- Monetary Market, 13
- Montevideo Conference, 4
- New York, N.Y., 3
- nongovernmental organizations (NGOs), 17
- North American Free Trade Agreement (NAFTA), 1
- Ocampo, Jose Antonio, 4
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), 14, 16
- Paiva Leite, Cleantho de, 5
- Paris, France, 3, 10
- Paris University, 10
- Peron, Juan Domingo, 5
- Prebisch, Raúl, 3-4, 13
- poverty, 18
- Quadros, Jânio, 8
- regionalism, 1
- Rio de Janeiro, Brazil, 5, 8
- Rosenthal, Gert, 4
- Sao Paulo, Brazil, 10
- Singh, Manmohan, 14
- Soedjatmoko, Gagasan, 10, 12
- South America, 1, 3-5
- Southern Common Market (MERCOSUR), 1
- Souza, Heitor Gurgulino de, 12
- Soviet Union, 17
- Spain, 19
- sugar cane, 7
- technology, 2
- Third World, 4, 19-20
- Tinbergen, Jan, 13
- underdevelopment, 2-4
- unemployment, 4
- UN Committee for Development Planning, 6, 12
- UN Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC) (CEPAL), 3-7
 and Mexico conference (1951), 5-6
- UN University (UNU), 6, 10, 12
- World Commission on Culture and Development (WCCD), 6, 14
- United States, 3, 5
 and economy, 17
 and exports, 1
 and globalization, 18
 and Japan, 11
- University of Cambridge, 21
- Vargas, Getulio, 5

women, 10, 18, 19
World Bank, 6
Yale University, 9